

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 2 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO)**

91 rue des Eglantiers  
73230 Saint-Alban-Leysse

Références : 20240312-RAP-Excoffier-StAlbanLeysse-InspectionOCP  
Code AIOT : 0003200726

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO) implanté 91 rue des Eglantiers 73230 Saint-Alban-Leysse. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO)
- 91 rue des Eglantiers 73230 Saint-Alban-Leysse
- Code AIOT : 0003200726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EXCOFFIER RECYCLAGE, dont le siège social est située à Villy-le-Pelloux (74), exploite à Saint-Alban-Leysse, des installations classées de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et non dangereux, relevant du régime de l'autorisation, en particulier sous les rubriques suivantes :

- 2718-1 (A) : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.

La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.

- 3510 (A) : Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10

tonnes par jour, s'agissant du mélange et du reconditionnement des déchets dangereux prévus au titre de la rubrique 2718 ;

- 3550 (A) : Stockage temporaire de déchets dangereux avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, s'agissant notamment du stockage des déchets dangereux prévus au titre de la rubrique 2718.

Le site bénéficie pour cela d'un arrêté préfectoral du 21 décembre 2022.

La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes organise au cours du mois de mars 2024 une vaste opération de contrôle sur de nombreux établissements ICPE sur le thème de la surveillance des rejets aqueux, qui est l'objet de la présente visite d'inspection.

### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 : Rejets aqueux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande formulée dans la fiche de constat
5	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
6	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
7	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle sur le thème des rejets aqueux n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées, hormis pour le point de contrôle n°4, relatif au respect des périodicité minimales de surveillance du point de rejet eaux de lavage. Nous demandons à l'exploitant de transmettre sous un délai d'un mois un bon de commande justifiant qu'il prévoit pour 2024 la réalisation d'analyses semestrielles de ce point de rejet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> - Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II - Article 4-3-2 de l'Arrêté Préfectoral du 21/12/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son plan des réseaux. Il a été constaté que celui-ci est exhaustif car il mentionne : - tous les réseaux d'effluents aqueux présents sur le site (eaux résiduelles, eaux pluviales, eaux domestiques) - les points de rejets associés à chaque réseau (bassins d'infiltrations et réseau public eaux usées) ainsi que les points de prélèvement et les ouvrages d'épuration internes (séparateur à hydrocarbures et dégrilleur) ; - sa dernière mise à jour date du 22 mars 2021, année au cours de laquelle l'exploitant a déposé son dossier de demande d'autorisation environnementale pour le site de St Alban-Leyse. Les informations sur ce plan des réseaux sont actuelles et cohérentes avec les dernières ce qui a pu

être constaté sur le terrain .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> - Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 - Chapitre 4-4, article 4-4-6 de l'Arrêté Préfectoral du 21/12/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> Le site comporte 3 points de rejets : - 1 point de rejet eaux pluviales susceptibles d'être polluées, sur la zone Nord-Est, constitué par un bassin d'infiltration ; - 1 point de rejet eaux pluviales susceptibles d'être polluées, sur la zone Sud-Ouest, constitué par un bassin d'infiltration ; - 1 point de rejet eaux usées du site (pour les eaux de lavage des engins), relié au réseau public d'eaux usées. Le contrôle visuel au niveau des points de rejets n'a pas mis en évidence d'anomalie (pas de mousse blanche, couleur transparente, pas d'irisation...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<b>Référence réglementaire :</b> - Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 - article 4-4-7-1 de l'Arrêté Préfectoral du 21/12/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors du contrôle terrain, il a été constaté l'existence des points de prélèvement pour chaque ouvrage de rejet, ainsi que la possibilité d'accès pour un intervenant extérieur, permettant de réaliser des mesures analytiques des rejets liquides (débit, température, concentration en polluant...).  Les points de prélèvement d'échantillons sont au nombre de trois et sont les suivants : - 1 sur la zone Nord-Est, en sortie de séparateur, juste avant rejet dans le bassin d'infiltration ; - 1 sur la zone Sud-Ouest, en sortie de séparateur, juste avant rejet dans le bassin d'infiltration ; - 1 en sortie du séparateur qui traite les eaux de l'aire de lavage, avant rejet dans le réseau eaux usées du site, puis le réseau public d'eaux usées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> - Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 - Article 4.5.1.3 de l'Arrêté Préfectoral du 21/12/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.  L'article 4.5.1.3 précise que les substances présentes dans les eaux de lavage et des eaux pluviales susceptibles d'être souillées et soumises à des VLE définies ci-avant sont analysées au moins deux fois par an. Les analyses des eaux pluviales susceptibles d'être souillées et de l'aire de lavage seront réalisées selon les normes en vigueur sur un échantillon représentatif d'un rejet sur 24 heures ou constitué de deux prélèvements séparés d'au moins 30 minutes.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les résultats des analyses des 2 points de rejets eaux pluviales susceptibles d'être polluées, réalisées les 24/03/2023 et le 22/09/2023. La fréquence d'analyse semestrielle fixée à l'article 4.5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2022 est respectée. Les résultats d'analyses de ces eaux pluviales susceptibles d'être souillées étant conformes aux valeurs limites d'émissions, ils n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.  Concernant les eaux de l'aire de lavage, ces dernières n'ont pas été réalisées courant 2023. L'exploitant a présenté un certificat de non prélèvement fourni par le bureau de contrôle SAVOIE LABO daté du 24 mars 2023, lors de son passage, car il n'y avait pas de lavage en cours. La fréquence d'analyse réglementaire étant semestrielle, l'exploitant aurait dû réaliser une seconde analyse courant du second semestre 2023. L'exploitant est non conforme par rapport à ce dernier point.
<b>Type de suites proposées :</b> Nous demandons à l'exploitant de transmettre sous un délai d'un mois un bon de commande justifiant qu'il prévoit pour 2024 la réalisation d'analyses semestrielles du rejet eaux de lavage.

#### N° 5 : Transmission GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> - Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 - Articles 2.6.1 de l'Arrêté Préfectoral du 22/12/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis soit par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, soit tenus à disposition de l'inspection des installations classées ou au préfet. L'article 2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 22/12/2022 précise que les résultats de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
<b>Constats :</b> Compte tenu de la fréquence d'analyse fixée semestriellement, la transmission via l'outil GIDAF n'est pas indispensable. Les résultats d'analyses sont transmis chaque année à l'inspection des installations classées et vus avec l'exploitant lors de chaque inspection annuelle.
<b>Suites à donner :</b> sans suite

**N° 6 : Débit de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> - Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 - Article 4.5.1.1 de l'Arrêté Préfectoral du 21/12/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m <sup>3</sup> . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
<b>Constats :</b> Dans son article 4.5.1.1 relatif aux limites de rejet des effluents liquides, la limite du débit pour les eaux de lavage est fixé à 10 m <sup>3</sup> /jour. Sur 2023, l'exploitant indique avoir utilisé 20 m <sup>3</sup> . Sur cette base déclarative, on peut considérer que la valeur limite du débit de l'aire de lavage est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> - Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et article 3 (liste des substances PFAS à analyser) - Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 (transmission des résultats)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit une liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes et rejetées. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes et rejetées qu'il va analyser. Le site étant une installation de tri-transit-regroupement- de déchets dangereux et non dangereux, l'exploitant a fait le choix d'inclure l'ensemble des 28 substances PFAS, listées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.  L'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des PFAS dans les rejets aqueux des ICPE soumises à autorisation, fixe un délai de 9 mois pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté susvisé. L'exploitant a précisé que la première analyse était prévu le 25 mars 2024, la seconde en avril et la troisième en mai. Cette fréquence pourra être respectée en fonction de la pluviométrie pour les deux points d'eaux pluviales susceptibles d'être pollués.  Par ailleurs, une relance en masse de la part de nos services a été effectuée le 8 mars 2024, demandant aux exploitants concernés, de créer leur cadre de surveillance PFAS sur le site de télédéclaration GIDAF. Il a été constaté sur l'outil GIDAF que l'exploitant a bien créé son cadre GIDAF pour pouvoir renseigner les résultats d'analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite